Comprendre l'économie sociale

Et si l'économie pouvait être au service des communautés ? C'est exactement le pari de l'économie sociale : un modèle où les entrepreneurs et entrepreneuses utilisent l'activité économique pour agir sur leur milieu.

en 120 secondes



À quoi ça ressemble ?

Une entreprise d'économie sociale (EÉS) ressemble à n'importe quelle autre entreprise québécoise. Elle vend des produits ou des services dans des domaines variés, de la construction de logements à la gestion de matières résiduelles en passant par l'agroalimentaire. Elle génère des revenus, doit être viable, crée des emplois au Québec et participe à la vitalité du territoire.

Mais, elle diffère des entreprises traditionnelles (les « inc. ») sur trois points principaux :

1. sa gouvernance, qui est démocratique ;
2. sa finalité sociale ;
3. la façon dont elle utilise ses surplus.

Les entreprises d'économie sociale sont aussi connues sous le nom d'« **entreprises collectives** ». Elles sont constituées soit en **organisme à but non lucratif** (OBNL), soit en **coopérative** (coop), soit en **mutuelle**.

1 Comment ça fonctionne, la gouvernance démocratique ?

Une EÉS n'a pas qu'une équipe et une clientèle, elle a des **membres**. Ces membres peuvent être, selon le cas, des individus ou des organisations qui veulent s'impliquer dans l'entreprise, faire affaire avec elle ou la soutenir.

Contrairement aux « inc. », ce n'est pas la personne qui a mis le plus d'argent dans l'entreprise qui a le plus de pouvoir. Tous les membres ont le même pouvoir sur les décisions : c'est le principe d'« un membre, un vote ».

Aussi, ce sont les membres qui élisent le conseil d'administration (CA) – c'est ça, la « gouvernance démocratique[1] ».

Résultat : les entreprises collectives travaillent **avec et pour les communautés** dans lesquelles elles sont établies, car les personnes et les organisations concernées peuvent faire valoir leurs points de vue et leurs besoins, qui doivent être considérés par le CA.

2 Ça veut dire quoi, avoir une finalité sociale ?

Les entreprises collectives ont toutes **une mission qui guide leur activité** économique. Elles doivent répondre à une aspiration ou à un besoin exprimé par les membres ou par la communauté. Cela peut être, entre autres, l'insertion sociale, la création de logements à but non lucratif ou une économie plus circulaire et moins polluante.

En d'autres mots, elles visent « **l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population** en général ou de certaines parties qui possèdent des caractéristiques communes[2] ». C'est le CA qui veille à l'alignement entre les activités de l'entreprise et cette **finalité sociale**.

3 À quoi servent les surplus ?

En raison de la finalité sociale, les surplus générés ne prennent pas la forme de profits qui enrichissent des actionnaires ici ou à l'international sans se soucier des conséquences de leurs activités. Ils sont plutôt **réinvestis dans la mission** de l'organisation.

Cela peut vouloir dire de servir un plus grand nombre d'usagères et d'usagers, de développer de nouveaux volets à ses activités ou d'améliorer les conditions de travail de son équipe.

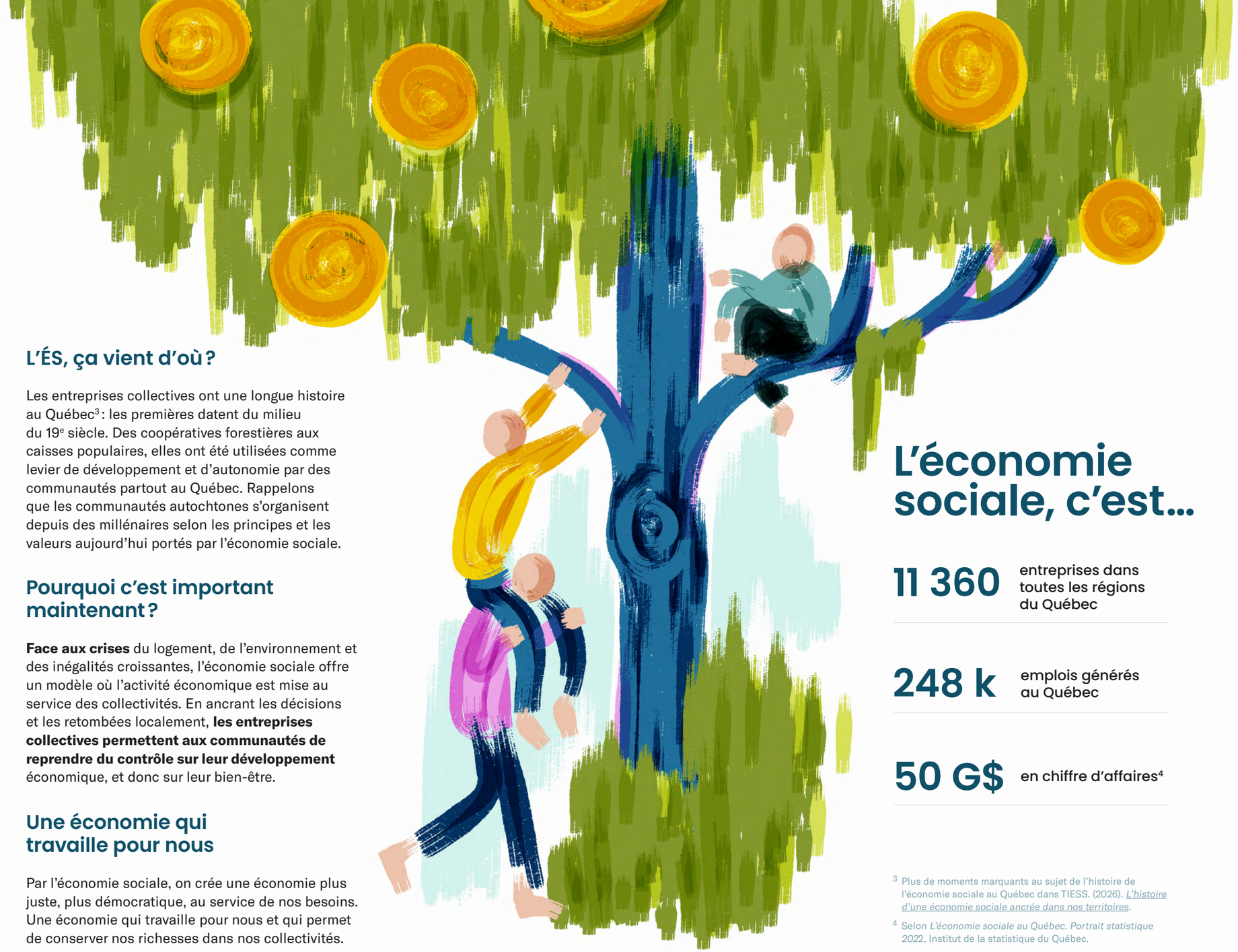
Les EÉS créent un cercle vertueux qui change la relation des citoyen·nes avec leur économie.

1 Pour une définition plus complète, voir TIESS. (2022). *La gouvernance démocratique en économie sociale — Une définition*.

2 *Cadre de référence de l'économie sociale*, p. 18, Chantier de l'économie sociale, 2019.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

tiess



L'ÉS, ça vient d'où ?

Les entreprises collectives ont une longue histoire au Québec[3] : les premières datent du milieu du 19e siècle. Des coopératives forestières aux caisses populaires, elles ont été utilisées comme levier de développement et d'autonomie par des communautés partout au Québec. Rappelons que les communautés autochtones s'organisent depuis des millénaires selon les principes et les valeurs aujourd'hui portés par l'économie sociale.

Pourquoi c'est important maintenant ?

Face aux crises du logement, de l'environnement et des inégalités croissantes, l'économie sociale offre un modèle où l'activité économique est mise au service des collectivités. En ancrant les décisions et les retombées localement, **les entreprises collectives permettent aux communautés de reprendre du contrôle sur leur développement** économique, et donc sur leur bien-être.

Une économie qui travaille pour nous

Par l'économie sociale, on crée une économie plus juste, plus démocratique, au service de nos besoins. Une économie qui travaille pour nous et qui permet de conserver nos richesses dans nos collectivités.

L'économie sociale, c'est…

11 360 entreprises dans toutes les régions du Québec

248 k emplois générés au Québec

50 G$ en chiffre d'affaires[4]

[3] Plus de moments marquants au sujet de l'histoire de l'économie sociale au Québec dans TIESS. (2026). *L'histoire d'une économie sociale ancrée dans nos territoires*.

[4] Selon *L'économie sociale au Québec. Portrait statistique 2022*, Institut de la statistique du Québec.

Trois exemples d'EÉS

Exemple 1

Le **Groupe Coderr** (siège social à Alma) est une **entreprise d'insertion** qui œuvre dans la **gestion et la valorisation des matières résiduelles**. Elle utilise les profits qu'elle génère pour aider des personnes éloignées du travail à rejoindre le marché de l'emploi. Elle s'attaque également à la crise du logement au Saguenay–Lac-Saint-Jean en construisant des **habitations à but non lucratif**.

Exemple 2

Interloge, à Montréal, a pour mission de développer du **logement à but non lucratif**. Elle utilise une part de ses surplus pour développer de nouveaux logements. Quand elle détermine sa hausse de loyers, elle suit la logique de l'augmentation de ses coûts plutôt que de suivre le marché. De cette façon, **ses loyers restent abordables** : ils sont 43 % en dessous du prix du marché.

Exemple 3

En plus d'offrir des services adaptés aux besoins de leurs membres, les **coopératives funéraires** permettent de stabiliser et même de **réduire les prix des services** dans ce domaine. Avant leur développement dans les années 1970, ces services coûtaient 20 % de plus au Québec que dans le reste du Canada. En 1987, ces coûts étaient 10 % moins élevés dans la province que dans le reste du pays. Aujourd'hui, la **Fédération des coopératives funéraires du Québec** regroupe 19 coops qui servent plus de 16 000 familles chaque année.

Vous voulez reconnaître une ÉES ? Cherchez économie sociale

Avec le soutien de Fondation Lucie et André Chagnon

Rédaction : Jacob Homel, Chantier de l'économie sociale, et TIESS
Édition : Andréanne Chevalier, TIESS
Révision linguistique : Stéphane J. Bureau, TIESS
Graphisme : MamboMambo

Avec la collaboration d'Alexandre Fournier (Économie sociale Laurentides), de Charles Gagnon (Chantier de l'économie sociale), de Philippe Hamel (Pôle CN) et de Stéphanie Laroque (Réseau des pôles d'économie sociale).

Publication de Territoires innovants en économie sociale et solidaire, 2026.

Pour citer : TIESS. (2026). *Comprendre l'économie sociale (en 120 secondes).*

CC BY NC SA